

La jeune garde

Organe des Jeunes Socialistes de la Seine (S. F. I. O.)

Bimensuel paraissant le Jeudi

COMITÉ NATIONAL MIXTE DES JEUNES SOCIALISTES (S. F. I. O.)
JEUNESSES SOCIALISTES ITALIENNES

A l'aide de nos Camarades Espagnols
SOUSCRIVEZ
pour l'envoi d'un avion sanitaire en Espagne

Listes de souscription à la Fédération des J. S. de la Seine
7, Rue Meslay

LA DICTATURE DU CAPITAL

Manuels scolaires et déclarations ministérielles nous ont appris que nous vivions en régime démocratique. Le peuple est censé se gouverner lui-même par l'entremise de ses représentants librement élus. S'il veut obtenir plus de justice sociale, il le peut en manifestant cette volonté par son vote. Beaux mais fallacieux raisonnements ! Ils ne tiennent pas compte du fait essentiel du régime capitaliste : l'antagonisme irréductible entre la classe possédante et classe exploitée. Au-dessus du gouvernement et du parlement il y a le pouvoir économique. Chaque fois que le suffrage universel émet le désir de voir pratiquer une politique de paix et de progrès social, la classe capitaliste, détentrice de ce que le père Ubu-nom-mait à juste titre, la « pompe à finances », contrecarre cette volonté en paralysant l'action des gouvernants et les use ainsi pour mieux les abattre ensuite. Les détenteurs de capitaux subordonnent l'octroi des avances indispensables à la gestion de l'état bourgeois au maintien d'une politique extérieure favorable à leurs intérêts impérialistes, à l'abandon de toute action réformatrice hardie et au maintien dans les cadres de l'Administration « républicaine » de leurs hommes de confiance.

Mai 1936 : La politique de déflation a aggravé la crise économique. Percevant le péril fasciste, les masses se sont ressaisies. Les travailleurs ont enfin réalisé leur unité d'action. Le Front Populaire s'est constitué, d'abord à la base puis par un accord contractuel entre toutes les organisations anti-fascistes. Son succès électoral accompagné de l'action directe des masses dans la rue, à l'usine et aux champs donne l'impression que cette fois-ci, il y a vraiment quelque chose de changé. La bourgeoisie tremble pour ses privilèges et s'attend à être durement frappée. Certes, le programme du Front Populaire, élaboré non par les comités de base, mais par des commissions siégeant à huis-clos et où le veto radical jouait à plein, ne comprenait ni les nationalisations, ni l'abandon de l'impérialisme, ni la création du pouvoir populaire, ce qui le rendait bien fragile. Il exigeait cependant :

« Un effort incessant pour passer de la paix armée à la paix désarmée ;

« Le contrôle des sorties de capitaux et la répression de leur évasion par les mesures les plus sévères, allant jusqu'à la confiscation des biens dissimulés à l'étranger et de leur contre-valeur en France ;

« La libération du crédit et de l'épargne de la domination de l'oligarchie économique ;

« L'abandon de la déflation et la mise en œuvre d'un programme de grands travaux. »

Les masses ignoraient d'ailleurs la lettre de ce programme, mais elles étaient imprégnées de son esprit : elles avaient voté essentiellement « anticapitaliste » contre les 200 familles, c'est-à-dire, en fait contre les trusts.

Or, grâce aux habiles manœuvres de la fraction la plus intelligente du capitalisme, inspiratrice de l'état-major radical, le gouvernement s'est trouvé enfermé dans les limites de ce programme irréalisable parce qu'incomplet. Faute de pouvoir mener une politique extérieure anti-impérialiste et d'entreprendre les indispensables réformes de structure économiques et politiques, il s'est trouvé à la merci des oligarchies financières condamnées par le suffrage universel.

Le surarmement engloutit chaque mois de nouveaux milliards. On laisse les trusts maîtres de la production et du crédit, et pour ne pas les effrayer, on fait appel à leur concours au lieu de le leur imposer. Une fois de plus, le capital subordonnera son

aide à l'abandon de la politique voulue par le suffrage universel et il aura sur le terrain financier sa revanche de sa défaite électorale.

Le déroulement des événements aura été rapide.

En juillet, le gouvernement fait voter une loi rendant obligatoire la déclaration des avoirs à l'étranger et émet un emprunt auquel seules les petites gens souscrivent. Les capitaux ne rentrent pas ; aucune sanction n'est prise contre les fraudeurs et la dévaluation devient inévitable. Le gouvernement veut qu'elle soit effectuée sans perte pour les travailleurs, ni profit pour les détenteurs d'or et devises étrangères. Mais, le Sénat conservateur, auquel on a laissé ses prérogatives, refuse l'échelle mobile des salaires, et la classe ouvrière, paralysée par l'interdiction des occupations d'usines puis par l'arbitrage obligatoire, voit la hausse des prix lui retirer les avantages qu'elle avait arrachés au patronat par son action directe.

Fraudeurs et spéculateurs au contraire refuseront de se soumettre à la loi tant qu'elle ne leur accordera pas les bénéfices de leurs opérations, dont Léon Blum déclarait en septembre qu'ils seraient d'autant plus scandaleux qu'ils seraient acquis au détriment de la collectivité.

(Lire la suite page 2, 2^e colonne)

EDITORIAL

LEÇON DE CHOSES

Si le prolétariat veut aller à la victoire finale, il doit par-dessus tout, se faire une idée claire de ses intérêts de classe. Son parti doit occuper une position indépendante et il ne doit pas se laisser dévier de ses buts par les phrases hypocrites de la petite bourgeoisie. Son cri de guerre doit être : la Révolution permanente, l'organisation indépendante du prolétariat. Retenons ces quelques phrases de Marx pour pénétrer au fond des événements de 1871 qui ensanglantèrent Paris et ceux de 1937 qui déchirent l'Espagne.

La jeunesse ouvrière, élément de combat du prolétariat, ne peut prétendre jouer son rôle d'avant-garde que si elle possède la volonté de forger ses propres armes, si elle porte toute son ardeur dans la compréhension des faits qui doit constituer les bases de son éducation de classe.

La Commune de 1871, la Révolution espagnole de 1937 : leçons de chose combien fructueuses pour elle !

« Idée claire de ses intérêts de classe », « Indépendance d'action », « permanence de la Révolution », voilà ce qu'il y a de vivant dans les événements qui s'étalent devant dans les souvenirs historiques, ou dans la réalité quotidienne. Ils ont été communs aux révolutionnaires d'Espagne parce qu'ils ont compris qu'il n'y avait aucune communauté d'intérêts entre ceux qui travaillent et ceux qui font travailler ; parce qu'ils ont appris qu'il n'y avait ni liberté, ni possibilité de progrès et d'émancipation humaine sans lutte indépendante et violente contre toutes les forces coalisées de la conservation capitaliste ; les uns ont été battus, mais non vaincus, les autres sont persuadés de la victoire, parce qu'il est impossible de nier que la Révolution ouvrière est une force permanente que des ennemis peuvent combattre, mais ne pourront jamais écraser définitivement. L'horizon est sombre, l'avenir



LA COMMUNE 1871

« Nous sommes débarrassés du Socialisme »
Monsieur THIERS



1937

IL RENAIT...

POUR



Depuis juillet, presque tous nos efforts se sont portés sur l'organe des Jeunes Socialistes de la Seine.

Dix-sept numéros ont paru ; régulièrement, tous les quinze jours, nos militants ont diffusés nos mots d'ordre, notre pensée commune.

Mais nous voulons mieux faire encore. Pour qu'un journal soit jeune et vivant, il faut de nombreux clichés ; pour augmenter notre influence il faudrait paraître hebdomadairement.

Des numéros comme le présent, par exemple, sur huit pages, avec de nombreux clichés, coûtent cher. Le papier a de nouveau augmenté, toute la manutention est également plus coûteuse.

Et c'est encore à nos lecteurs, à nos amis qui nous ont déjà soutenus dans les moments difficiles, que nous nous adressons.

Dix mille francs nous sont nécessaires pour que la « Jeune-Garde » soit l'organe que vous espérez et que nous voulons.

Une souscription est ouverte.

Un mot d'ordre : « une journée de salaire pour la « Jeune-Garde. »

Faites souscrire dans les réunions, dans les fêtes... partout !
L'ADMINISTRATION.

PREMIERE LISTE

C.E. des J.S. de la Seine, 500 fr.; Pierre, 50 fr.; M.C., 30 fr.; Hélène, 5 fr.; Anita, 5 fr.; A.M.C., 20 fr.; Mathieu, 10 fr.; X..., 1 fr.; F. G., 5 francs. — Total : 626 francs.

DERNIERE HEURE

A CLICHY

Les fascistes et la police bourgeoise ont tiré sur les ouvriers

Contre les assassins exigeons des sanctions

Préparons la Milice Ouvrière

